

Kiara NERI
Maître de conférences
Université Lyon 3
kiara.neri@univ-lyon3.fr

CURRICULUM VITAE

- *Habilitation à diriger des recherches (2017)*
- *Titulaire d'un ANR jeune chercheur 2019-2021 MERCRO : L'impact juridique de la superposition de régimes juridiques sur l'effectivité de la police en mer (montant : 230 000 euros)*

I- FORMATION

2017	Habilitation à diriger des recherches. <i>Ordre et désordres du droit international</i> , Université Lyon 3. Garante : Mme la professeure Marie-Laure BASILIEN-GAINCHE
2013	Maître de conférences à l'Université Jean Moulin Lyon 3 Chargée de cours à l'Université catholique de Lyon Chargée de cours à Sciences Po Lyon
2011-2013	Chargée de cours à l'Université catholique de Lyon et vacataire à l'Université Lyon 3
2011	Doctorat de droit international. <i>L'emploi de la force en mer</i> , Université Lyon 3. Directeur : M. le Professeur DOUMBE-BILLE. Mention très honorable avec les félicitations du jury
2009-2011	Attachée temporaire d'enseignement et de recherche , Université Lyon3
2006-2009	Allocataire-Moniteur , Université Lyon 3
2006	Master 2 recherche mention droit international public et de la mer (Université Jean Moulin Lyon 3). Mention bien - Major de promotion
2005	Master 1 de droit international public (University of New South Wales, Australie) Mention bien
2004	DU English Law (Institut de droit comparé) Mention bien
2004	DU Diritto italiano (Institut de droit comparé)

II- ACTIVITÉS DE RECHERCHE

Mes travaux ont pris plusieurs directions depuis mon doctorat que l'on peut regrouper autour de trois axes majeurs :

La sécurisation des espaces maritimes. La sécurisation des espaces maritimes a été tout d'abord développée dans ma thèse consacrée à *L'emploi de la force en mer*, qui tente de démontrer qu'un glissement du droit de la mer vers le droit de la sécurité collective s'est opéré dans le cadre de la lutte contre les activités illicites des personnes privées, afin de trouver des solutions juridiques aux limites intrinsèques du droit de la mer. Dans le cadre de la lutte contre les comportements illicites des États, le glissement inverse s'observe. En matière de sécurisation des espaces maritimes, mes travaux ultérieurs ont pris deux directions : l'étude des moyens et méthodes de lutte contre les activités illicites en mer et le recours à d'autres corps de règles tels que le droit de la sécurité collective ou le droit des conflits armés.

La protection des personnes et le développement. Les enjeux humains et la nécessité de protéger les personnes ont toujours été au cœur de mes travaux de recherche et plus largement de mes activités universitaires. Sur le fond, mes travaux qui font une place centrale à la protection des individus suivent deux axes majeurs. Le premier a pour objectif de mettre l'accent sur les problématiques de droits fondamentaux qui pourraient naître du développement de pratiques récentes dans la sphère internationale, notamment lorsque ces pratiques poursuivent un but de sécurité. Le second tente de dresser des ponts entre le droit du développement et les droits de l'homme afin de démontrer qu'une approche intégrée des deux matières est nécessaire pour protéger les personnes et leurs droits.

L'étude des acteurs du droit international. Si la sécurisation des espaces maritimes et la protection des personnes sont au cœur de mes recherches, j'ai également travaillé sur d'autres aspects du droit international. Ils sont assez divers et semblent éclectiques au premier abord. Ils démontrent en réalité une démarche centrée sur l'évolution de la matière par le biais de ses acteurs. S'intéresser aux règles, à leur identification et à leur contenu m'a conduit à interroger le rôle joué par les sujets et acteurs du droit international dans la formation de ces règles et dans leur application. Mes travaux ont donc suivi deux grandes directions : la recomposition des États et des espaces étatiques ainsi que le rôle joué par des acteurs non étatiques tels que les organisations internationales, les mouvements révolutionnaires ou encore l'humanité.

1. TRAVAUX DE RECHERCHE

OUVRAGES

➤ Monographies

1. - *Droit des relations internationales*, avec Philippe BLACHER, LexisNexis, 2019, 222 p.
2. - *Histoire des droits de l'homme de l'antiquité à l'époque moderne*, avec Liliana HAQUIN SAENZ, Bruxelles, Bruylant, 2015, 217 p.
3. - *Manuel de droit international de l'environnement*, DOUMBE-BILLE (S.), NERI (K.), SMOLINSKA (A.M.), PACCAUD (F.) et MIGAZZI (C.), Bruxelles, Larcier, 2013, 226 p.
4. - *L'emploi de la force en mer*, Bruxelles, Bruylant, 2013, 625 p. (Publication envoyée aux rapporteurs)

➤ Direction d'ouvrages

5. - *Le conseil de sécurité des Nations Unies et la mer-United Nations Security Council and the Sea (dir.)*, Naples, L'Editoriale Scientifica, 2018, 320 p.

ARTICLES

Revues avec comité de lecture

6. - « The missing obligation to disembark persons rescued at sea », *Italian YearBook of International Law*, 2019, pp. 47-62.
7. - « L'arrêt de la Cour internationale de Justice du 27 janvier 2014 dans l'affaire du Différend maritime (Pérou c. Chili) », *Annuaire français de droit international*, 2014, pp. 91-108.
8. - « Le droit international face aux nouveaux défis de l'immigration clandestine en mer », *Revue québécoise de droit international*, 2013 (26-1), pp. 123-153.
9. - « The Use of Force by Military Vessel Protection Detachments », *Military Law and the Law of War Review/Revue de Droit Militaire et Droit de la Guerre*, 51/1 (2012), pp. 73-96.
10. - « Les cotisations volontaires obligatoires : un phénomène financier méconnu », *Revue de droit rural*, avril 2013, pp. 18-24.
11. - « Le pardon de l'État. Étude de droit public », *RDP*, 2012-5, pp. 1309-1338. (Publication envoyée aux rapporteurs)

Contributions (actes de colloques, ouvrages collectifs ou mélanges)

12. - « Gibraltar à l'heure du BREXIT », SCNHEIDER (F.), BALMOND (L.) et DUCHESNE (T.), *Les tensions maritimes en Méditerranée : Perspectives juridiques et stratégiques*, *Revue maritime*, 2019 (sous presse)
13. - « Le droit international est-il sécurisant ? Brèves réflexions sur le concept d'ordre juridique "sécurisant" », in DOUMBE-BILLE (S.) et BEN MAHFOUD (H.), *Le droit international est-il sécurisant*, 2019, (sous presse)
14. - « L'Afrique et la mer », in *Mélanges en l'honneur du Professeur Doumbé-Billé*, Bruxelles, Larcier, 2019 (sous presse)
15. - L'impact de l'exigence de conservation de l'environnement marin sur l'évolution des compétences d'intervention des États en mer », in CHAUMETTE (P.), *Le droit de l'océan transformé par l'exigence de conservation de l'environnement marin*, Madrid, Marcial Pons Editorial, 2019, pp. 121-132.
16. - « United Nations Security Council's contribution to the evolution of the Law of the sea », in RIBEIRO (M.C.), LOUREIRO BASTOS (F.), HENRIKSEN (T.), *Global challenges and the law of the sea*, ASSIDMER annual Conference, 2019, (sous presse).

17. - « Les fonctions de l'exception en droit international », in MARTI (G.) et CARPANO (E.), *L'exception en droit de l'Union européenne*, Presses universitaires de Rennes, Collection droits européens, 2019, pp. 47-58.
18. - « The Use of Force against Offshore Energy Installations », in GAVOUNELI (M.) *Energy at Sea*, à paraître.
19. - « Le droit international économique comme moyen de décoloniser le droit international ? », in JOUANNET (E.) et GESLIN (A.), *Le droit international de la reconnaissance : un instrument de décolonisation du droit international et de refondation de celui-ci ?*, Confluence des droits, 2019, n°7, pp. 119-131.
20. - « Le rôle des entités infra-étatiques dans le droit international », in DOUMBE-BILLE (S.) et ODDENINO (A.), *Le rôle des régions dan la coopération transfrontalière. L'expérience franco-italienne*, L'Editoriale Scientifica, Napoli, 2016, pp. 89-106.
21. - « Les victimes en droit de la mer. Aspects de droit international et européen », in BEN MAHFOUDH (H.) *Les victimes en droit international*, Collection laboratoire de recherche en droit international et européen et relations Maghreb-Europe, 2016, pp. 183-213.
22. - « Propos introductifs », in BEN MAHFOUDH (H.) et DOUMBE-BILLE (S.), *Révolutions et droit international*, Presses de l'Université Toulouse 1 Capitole, 2019, pp. .
23. - « Droits de l'homme et développement », in SFDI, *Droit international et développement*, Paris, Pedone, 2015, pp. 305-316.
24. - « Gestion et recomposition des espaces maritimes : le cas du plateau continental de Saint-Pierre-et-Miquelon », in BALMOND (L.) et ARCARI (M.), *Centre de recherche franco-italien*, Napoli, L'editoriale scientifica, (à paraître).
25. - « The applicability of the European Convention on human rights to State enforcement and control at sea », in ANDREONE (G.) *Jurisdiction and control at sea*, Gianni Editore, 2014, pp. 153-168. (Publication envoyée aux rapporteurs)
26. - « Les Équipes de protection embarquées : un nouveau défi pour le droit de la mer », in SOBRINO HEREDIA (J.M.), *La Contribution de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer à la bonne gouvernance des mers et des océans*, Napoli, L'editoriale scientifica, 2014, pp. 563-585.
27. - « La protection des données personnelles dans le cadre du Comité des droits de l'homme », in *CEDH et données personnelles*, Colloque du Concours Habeas Corpus 2014 (à paraître-attestation de publication).
28. - « La responsabilité de l'État dans le cadre des opérations d'interdiction maritime », in TRAPP (K.) et PAPASTAVRIDIS (E.) *La criminalité en mer/ Criminal acts at sea*, Centre de recherche et d'études, Académie de droit international de La Haye, Martinus Nijhoff, 2014, pp. 557-608. (Publication envoyée aux rapporteurs).
29. - « Lutte contre les mouvements sectaires et respect de la Convention européenne des droits de l'homme : quels équilibres ? » Contribution présentée avec Anna Maria

- Smolinska, Colloque du Concours Habeas Corpus, *La religion et la Convention européenne*, 4 et 5 avril 2013, (à paraître-attestation de publication).
30. - « Le bilan du traitement spécial et différencié », SFDI, *L'État dans la mondialisation* (colloque de Nancy de juin 2012), Pedone, 2013, pp. 301-322.
31. - « L'humanité, un sujet ? », in HENNEBEL (L.) et TIGROUDJA (H.), *L'humanisme, Mélanges en l'honneur de Jean Dhommeaux*, Paris, Pedone, 2013, pp. 357-374.
32. - « La sous-régionalisation », in DOUMBE-BILLE (S.), *La régionalisation du droit international*, Bruxelles, Bruylant, 2012, pp. 209-240.
33. - « La régionalisation de la sécurité collective en mer », in BALMOND (L.) et ARCARI (M.), *Centre de recherche franco-italien*, Napoli, Editoriale Scientifica, 2012, pp. 247-269.
34. - « La notion de dignité humaine, fondement de l'émergence de nouveaux droits de l'homme ou nouveau droit substantiel ? », in DOUMBE-BILLE (S.), *Nouveaux droits de l'homme et internationalisation du droit, Les nouvelles dimensions de l'affirmation*, Bruxelles, Bruylant, 2012, pp. 53-79.
35. - « Le droit à l'énergie, un nouveau droit de l'homme ? », in DOUMBE-BILLE (S.), *Défis énergétiques et droit international*, Bruxelles, Larcier, 2010, pp. 335-352.

Chroniques

36. - « Union Européenne », *Annuaire du droit de la mer*, INDEMER, depuis 2018

Dictionnaire et Encyclopédies

37. - « Twitter », in NDIOR (V.), *Dictionnaire de l'actualité internationale*, 2019, (sous presse)
38. - « Obligation de prêter assistance », in NDIOR (V.), *Dictionnaire de l'actualité internationale*, 2019, (sous presse)
39. - *Jurisclasseur*, Fasc. N°25 : *l'Effet des traités à l'égard des parties*, avec Loïc ROBERT

Notes d'arrêts

40. - CJCE, 26 octobre 1982, *Hauptzollamt Mainz c/ C.A. Kupferberg & Cie KG a.A.*, aff. 104/81, in NOURISSAT (C.) et KARPENSCHIF (M.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, Paris, PUF, 2016.
41. - CJUE, 30 janvier 2014, *Aboubacar Diakité c/ Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides*, aff. C-285/12, in NOURISSAT (C.) et KARPENSCHIF (M.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, Paris, PUF, 2016.
42. - CJUE, gde ch., 28 avril 2015, *Commission européenne c/ Conseil de l'Union européenne*, aff. C-28/12, in NOURISSAT (C.) et KARPENSCHIF (M.), *Les grands arrêts de la jurisprudence de l'Union européenne*, Paris, PUF, 2016.
43. - Commission africaine des Droits de l'homme et des peuples, Communications 48/90,

50/91, 52/91 et 89/93 *Amnesty International, Comité Loosli Bachelard, Lawer Committee for Human Rights, Association des membres de la Conférence épiscopale de l'Afrique de l'Ouest c. Soudan*, in *Journal de l'APIDH*, n°1, 2012.

44. - « L'Affaire Medvedev devant la Cour européenne des droits de l'homme : la garantie des droits fondamentaux face aux exigences de la coopération internationale », in *Journal du CDI*, n°6-décembre 2010.

Recensions (pour la RTDE, 2013-2014-2015-2016)

45. - HAECK (Yves), RUIZ-CHIRIBOGA (Oswaldo), BURBANO HERRERA (Clara). – *The Inter-American Court of Human Rights: Theory and Practice, Present and Future*. – Anvers : Intersentia, 2015. – 832 p. – ISBN : 9781780683089
46. - MEDINA QUIROGA (Cecilia). - *The American Convention on Human Rights*. – 2nd ed. – Anvers : Intersentia, 2016. – 374 p.
47. - RUFFERT (Matthias), WALTER (Christian). – *Institutionalised International Law*. – Oxford : Hart Publishing, 2015. – 250 p. – ISBN : 9781849464949
48. - KOUTRAKOS (Panos), SKORDAS (Achilles). – *The Law and Practice of Piracy at Sea. European and International Perspectives*. – Oxford: Hart Publishing, 2014. – 414 p. – ISBN: 9781849464123
49. - LA CHIMIA (Annamaria). – *Tied Aid and Development Aid Procurement in the Framework of EU and WTO Law. The Imperative for Change*. – Oxford: Hart Publishing, 2013. – 488 p. – ISBN : 9781849461153
50. - PEERS (Steve), HERVEY (Tamara), KENNER (Jeff), WARD (Angela). – *The EU Charter of Fundamental Rights*. – Munich: Nomos, 2014. – 800 p. – ISBN: 9783848704729
51. - SAUL (B.), KINLEY (D.), MOWBRAY (J.). – *The International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights. Commentary, Cases, and Materials*. – Oxford: Oxford University Press, 2014. – 1360 p. – ISBN: 9780199640300
52. - EVANS (M.), KOUTRAKOS (P.). – *The International Responsibility of the European Union* Oxford : Hart Publishing, 2013. – 382 p. – ISBN : 9781849463287
53. - DEN HEIJER (M.). - *Europe and extraterritorial Asylum* : Hart Publishing, 2012. – 342 p. – ISBN : 9781847319074
54. - SHELTON (Dinah), CAROZZA (Paolo G.). – *Regional Protection of Human Rights*. –

2. RESPONSABILITES EDITORIALES

2015- Membre du comité éditorial (Editorial Board) de la revue *Maritime Safety and Security Law Journal*

3. RESPONSABILITES SCIENTIFIQUES

La gestion du Centre de droit international depuis le début de mon doctorat (en 2006) m'a permis de me former rapidement à la construction et la coordination d'activités scientifiques. Dès lors, dans un premier temps, j'ai été en mesure de piloter et de coordonner des projets de recherche internationaux, de participer à des réseaux de chercheurs au plan national ou international ou encore de participer en tant qu'expert aux travaux de certaines organisations internationales. Puis, dans un second temps, j'ai assumé personnellement la direction scientifique de colloques et de réseaux de chercheurs, notamment en obtenant et dirigeant un projet ANR consacré à la police en mer.

Organisation de manifestations scientifiques

- 2017 Direction scientifique et organisation du Colloque « le Conseil de sécurité et la mer »
Rôle : Construction de l'architecture scientifique du projet ; établissement du programme ; direction scientifique ; recherche de subventions ; contact des participants
- 2016 Organisation du Colloque « la coopération transfrontalière en droit international et européen »
Rôle : Construction de l'architecture scientifique du projet ; recherche de subventions ; contact des participants
- 2014 Organisation du Colloque annuel de la Société française de droit international « droit international et développement »
Rôle : Construction de l'architecture scientifique du projet ; recherche de subventions ; contact des participants ; organisation pratique (réservation d'hôtels, de titres de transports, restauration, etc.)
- 2012 Organisation du Colloque international « la régionalisation du droit international »
Rôle : Construction de l'architecture scientifique du projet ; établissement du programme ; direction scientifique ; recherche de subventions ; contact des participants ; organisation pratique (réservation d'hôtels, de titres de transports, restauration, etc.)
- 2010 Organisation du Colloque international « droit international et défis énergétiques »
Rôle : Construction de l'architecture scientifique du projet ; établissement du

programme ; direction scientifique ; recherche de subventions ; contact des participants ; organisation pratique (réservation d'hôtels, de titres de transports, restauration, etc.)

Projets de recherche internationaux

Direction

2019-2021 Titulaire d'un ANR jeune chercheur (MERCRO-AAPG ANR 2018) pour le pilotage d'une équipe internationale de recherche sur le thème suivant :
La mer à la croisée des chemins : l'impact juridique de la superposition de régimes juridiques sur l'effectivité de la police en mer/ The sea at the crossroad: the legal repercussions of the superposition of legal regimes on the effectivity of the police at sea (230 000 euros). Membres de l'équipe (les projets Jeune chercheur (JCJC) ne nécessitent pas de partenaires institutionnels)
PETRIG Anna, Pr. Université de Bâle (Suisse) ; PAPA STRAVIDIS Efthymios, Researcher, Université d'Oxford (R-U), Ministère grec des affaires étrangères ; NIKODINOVSKA Ana, Pr. Université University Goce Delcev (Macédoine du Nord) ; SMOLINSKA Anna Maria, Dr. Avocate ; RICARD Pascale, Post-Doc, Université d'Angers ; ANDREONE Gemma, Pr. CNR (Italie) ; CATALDI Giuseppe, Pr. Université Napoli L'Orientale (Italie) ; ROS Nathalie, Pr. Université de Tours ; BASILIEN-GAINCHE Marie-Laure, Pr. Université Lyon 3

Coordination

2014-2016 Coordination du projet de recherche sur le rôle des régions dans la coopération transfrontalière avec l'Université de Turin
Rôle : Construction de l'architecture scientifique du projet ; Liaison entre l'équipe française et l'équipe italienne ; Organisation du colloque final

2007-2015 Coordination du projet *Mediaterre* avec l'Organisation mondiale de la francophonie (OIF-IEPF)
Rôle : Création des emplois du temps des membres du projet ; Point focal pour l'OIF ; Relecture des contenus mis en ligne ; Rédaction des rapports scientifiques et financiers

2009-2010 Coordination du projet de recherche sur la régionalisation du droit international
Rôle : Construction de l'architecture scientifique du projet ; Liaison avec les membres de l'équipe de recherche ; Organisation du colloque final

Participation à des réseaux internationaux

- 2019-2021 Construction d'un réseau international dans le cadre du projet ANR MERCRO
- 2013-2016 Participation au réseau MARSAFENET (Network of experts on the legal aspects of Maritime Safety and Security) financé par l'Union européenne : COST ACTION IS1105
- 2017- Membre de la Société européenne de droit international (ESIL-SEDI)
- 2006- Membre de la Société française de droit international (SFDI)

Activités d'expertise pour des organisations internationales

- 2017 Membre du groupe d'experts chargé de la rédaction des Annexes à la Charte maritime de l'Union africaine. Addis Abeba, 6-10 mars 2017
- 2014 Membre du groupe d'experts mis en place par le PNUD chargés de la révision de la Convention d'Abidjan. Lyon, 20-24 février 2014

III- ACTIVITÉS PÉDAGOGIQUES

J'apporte un soin tout particulier à mes activités pédagogiques. Passionnée par l'enseignement universitaire, j'ai développé une activité au-delà des strictes obligations liées à mon statut d'Allocataire moniteur, d'ATER puis de Maître de conférences. D'une part, j'ai créé des outils d'enseignements originaux, tels que le concours de plaidoiries Concours Habeas Corpus, (procès simulé devant la Cour européenne des droits de l'homme), méthode d'apprentissage du droit de la Convention européenne et du contentieux devant la Cour extrêmement efficace. Cette expérience s'inscrit dans une démarche pédagogique consistant à allier théorie et pratique, afin de renouveler la motivation des étudiants, de fixer leurs connaissances et de les replacer dans leur contexte réel. Ceci me paraît indispensable à la bonne compréhension des enjeux du droit. Ainsi, de nombreuses visites ont été organisées, aux Nations unies, à Interpol, ou encore à la Cour européenne des droits de l'homme, mais également certaines participations à des colloques et des journées d'études en dehors de l'Université Lyon 3, afin de former les étudiants à la recherche universitaire. Par ailleurs, j'attache une importance particulière à l'orientation des étudiants et des doctorants dans les métiers du droit international et organise donc chaque année des rencontres avec des professionnels. La diversification des enseignants à l'étranger ou pour d'autres publics (professionnels de l'École Nationale Supérieure de la Police ou étudiants avec des formations diverses -anthropologie, sciences politiques, histoire ou économie) m'a conduite à adapter mes méthodes pédagogiques à l'auditoire, notamment en faisant appel à des études de cas ou à des simulations de situations concrètes.

L'enseignement de cours magistraux complétés par des travaux dirigés (droit international public, droit constitutionnel ou encore droits et libertés fondamentaux) m'a également permis de développer des techniques de gestion d'une équipe pédagogique, de création collective d'un programme de travail et de fiches de support.

L'habilitation à diriger des recherches a représenté une nouvelle étape dans ma carrière. Consciente de l'enjeu et de la responsabilité que diriger une thèse de doctorat implique, j'ai pu m'appuyer sur une expérience solide de direction de mémoires de Master 2 qui m'a appris quelques règles de base et sur ma participation au jury de la thèse de Mme Lourdes Suleiman, *Le rôle du droit international dans*

l'émergence d'un État palestinien. Difficultés et limites le 4 juillet 2014. Diriger des mémoires puis des thèses m'a appris à doser le suivi offert aux étudiants afin, d'une part de les sécuriser et de les accompagner de manière effective, et d'autre part de ne pas les brider ni étouffer leur liberté intellectuelle et leur personnalité de juriste. Il faut en toutes circonstances garder à l'esprit la responsabilité qui est la nôtre lorsqu'on accepte d'accompagner un étudiant dans un travail de recherche.

1. ENSEIGNEMENT

EN FRANCE

Cours magistraux

Université Jean Moulin Lyon 3

Droit de la mer, Master 2 (12h).

Droit constitutionnel, Licence de droit, sem. 1, (36h).

Droit constitutionnel comparé, Licence de droit, sem. 3 (20h).

Libertés et droits fondamentaux, Licence de droit, semestre 6, (30h).

Droit des organisations internationales, Master 1 (30h).

Systèmes juridiques contemporains, Master 1 (30h).

Droit international public, Licence de droit, sem. 5 et 6 (30h).

Introduction to Human Rights Law, Programme SELF (30h).

Sources du droit international, Master 2 (15h).

Sciences Po Lyon

Modélisations étatiques : l'influence des organisations internationales et des États tiers dans la (re)construction de l'État, Master 2 (8h).

École Nationale Supérieure de la Police

Droit international public, (12h).

Présentation des institutions européennes et internationales (8h).

Université catholique de Lyon

Histoire institutionnelle des droits de l'homme, Master 1, (12h).

Service public et droits sociaux fondamentaux, Master 1, (12h).

À L'ÉTRANGER

Université française en Arménie (UFAR), Erevan, Arménie

Systèmes juridiques contemporains, Master 1 (20h).

National University of Laos, Vientiane, Laos

Droit international public, Master 1 (20h).

Université Ain Shams, Le Caire, Égypte

Droit de l'Organisation mondiale du commerce, Master 2 (20h).

Ateliers et Séminaires (université Lyon 3)

Ateliers de synthèse de droit public, Master 1 droit public (7h30)

Séminaire de protection diplomatique et consulaire, Master 2 droit international public (12h)

Ateliers de libertés fondamentales, semestre 6, Licence de droit (15h)

Séminaire de protection régionale des droits de l'homme, Master 2 droit international public (12h).

Séminaire de préparation au concours Cassin, Master 2 recherche droit européen (50h).

Séminaires de **méthodologie** pour les M2 et les doctorants.

2. ENCADREMENT DE MEMOIRES

4 à 5 mémoires par an dans le cadre du Master 2 de droit international public

3. DIRECTION DE THESES

Rosalie LE MOING, *Les normes grises du droit international* (date d'inscription : 2017- contrat doctoral- Université Lyon 3)

Emrullah YOLAL, *Les coups d'État en droit international* (date d'inscription : 2017)

Florence MULET-WADY, *Les zones d'exclusion aériennes* (date d'inscription : 2017)

Abdoulaye SOW, *L'influence de l'Union européenne sur l'intégration en Afrique de l'Ouest*, Co-direction avec Mme le Professeur Gaëlle MARTI (date d'inscription : 2014- ATER)

4. PARTICIPATION A DES JURYS DE THESE

Mme Lourdes Suleiman, *Le rôle du droit international dans l'émergence d'un État palestinien. Difficultés et limites*, Université Lyon 3 sous la direction du Professeur Stéphane Doumbé-Billé, 4 juillet 2014.

M. Igor-Keivyn Minko Mi Nze, *L'intervention du Conseil de sécurité en matière de sécurité maritime*, Université de Rouen sous la direction du Professeur Anne-Thida Norodom, 17 décembre 2018 [rapporteur].

5. ORGANISATION DE CONCOURS ET DE VOYAGES D'ETUDES

Membre fondateur du *Concours Habeas Corpus*, Concours de plaidoiries sur le thème de la CEDH. Organisation du concours pendant 5 ans (2007-2012)

Visite du CICR, des Nations Unies et le l'OMC (Licence 3)

Visite d'Interpol (Licence 3)

Visite de la Cour européenne des droits de l'homme (assister à une audience), au Parlement européen et à la Commission de Venise (Master 1)

Visite de la Cour internationale de Justice (assister à une audience), de la Cour pénale internationale (assister à une audience) et du Tribunal pénal pour l'ex-Yougoslavie (assister à une audience) (Master 2).

IV- ACTIVITÉS ADMINISTRATIVES

- 2017- Membre élue du conseil de faculté
- 2017- Membre élue du Collège d'experts de droit public
- 2016- Membre du bureau de la Section de droit public
- 2006-2011 Gestion administrative du Centre de droit international

LANGUES

Anglais, courant (publication et enseignement dans cette langue) ; **Italien**, bilingue